

BRÉSIL

SOLIDARITÉ AVEC CELLES ET CEUX QUI LUTTENT

JUIN- JUILLET 2014

MOBILISATION DE SOUTIEN AUX MOUVEMENTS SOCIAUX BRÉSILIENS

LA COUPE EST PLEINE !

Au Brésil comme ailleurs, les luttes et les libertés ne doivent pas disparaître pour cause de Coupe du monde de football !

Nous affirmons notre solidarité avec celles et ceux qui, au Brésil, refusent que la Coupe du monde de football soit le prétexte à de graves mesures qui attaquent directement la population, particulièrement les plus pauvres et visent spécifiquement celles et ceux qui résistent et exigent le respect des droits fondamentaux :

- Projet de loi étendant très dangereusement le possible recours aux mesures « antiterroristes ».
- Interdiction et répression envers les manifestations.
- Campagnes diffamatoires envers celles et ceux qui s'opposent à la remise en cause des libertés.

Des organisations syndicales et des mouvements sociaux brésiliens organisent la résistance et refusent à juste titre d'y renoncer pour cause de Coupe du monde de football. « *L'argent parvient à la FIFA et aux entreprises. Nous voulons de l'argent pour la santé, l'éducation, le logement, les transports collectifs et la réforme agraire* », affirment-ils, et ils ont raison !

Du 12 juin au 13 juillet, la Coupe du monde de football a lieu au Brésil. En 2016, les Jeux Olympiques seront organisés dans ce pays. Pour ces deux événements sportifs et commerciaux, des sommes colossales sont dépensées, alors que nombre de besoins essentiels de la population ne sont pas satisfaits, loin de là. Par ailleurs, la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) comme le Comité International Olympique (CIO) ont la détestable habitude de s'accommoder sans sourciller avec des régimes totalitaires. La FIFA, le CIO et les États qui les soutiennent, notamment en leur accordant d'importants fonds publics et en les cautionnant, méprisent les populations qui vivent dans les pays où ils organisent ces compétitions sportives internationales : dépenses somptueuses, déplacements autoritaires de populations, répression, accompagnent souvent ces initiatives ; le Brésil n'y échappe pas.

- Occupation de favelas par des forces militaires et de police, qui prolonge les innombrables expulsions opérées pour les chantiers de la Coupe du monde et des JO de 2016. Plus de 170 000 familles ont été jetées à la rue !

- Organisation par les réseaux mafieux d'une prostitution à grande échelle dans toutes les villes où auront lieu les matchs, avec ce que cela implique en termes de violences et de négation des droits humains.



Rassemblement devant l'ambassade du Brésil à Paris le 12 juin à 18h

- 34, Cours Albert 1er, Paris 8e, M° Alma-Marceau -

Réunion publique le 23 juin à la Bourse du Travail de Paris à 19h

- 3, rue du Château d'Eau, Paris 10e, M° République -

Organisations signataires : AITEC/IPAM, Alternative Libertaire, ATTAC, CNT, CNT-SO, Droit Au Logement, Emancipation, Ensemble, France Amérique Latine, L'Insurgé, NPA, No-Vox, Sortir du colonialisme, Union syndicale Solidaires.

La Coupe du monde ne fera pas



Il y a un an d'énormes manifestations avaient lieu dans tout l'état brésilien. Lancée par un mouvement portant sur la question des transports, la révolte populaire a rapidement englobé d'autres sujets : santé, éducation, logement, inflation, violence policière, corruption, etc. **Le gouvernement a eu recours à la répression : contre les manifestant-es et aussi envers des organisations ouvrières.** Déjà, les manifestant-es mettaient en exergue les énormes sommes d'argent dépensées pour l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux Olympiques en 2016, et les expulsions massives dans les favelas.

Le Brésil a beaucoup de richesses, c'est même la sixième force économique mondiale, mais comme ailleurs les travailleurs/euses ne bénéficient pas de ce qu'ils et elles produisent. Les conditions de vie du peuple brésilien ne se sont guère améliorées ; il n'en n'est pas de même pour les profits des grandes entreprises et des banquiers. Les moyens pour la santé et l'éducation publiques demeurent très insuffisants ; les besoins de logements sont énormes, la réforme agraire est une urgence. A l'inverse, les privatisations se poursuivent, la corruption demeure...

Et maintenant, « place au sport » ?

Derrière cette formule se cache la complicité, active ou passive mais dans tous les cas réelle et assassine, avec une succession de régimes politiques sanglants. Sans revenir aux J.O. de Berlin de 1936 « qui ont magnifiquement servi l'idéal olympique » selon Pierre de Coubertin, c'est au nom du sport qu'il fallait taire la réalité de régimes comme ceux de l'Argentine en 1978, de l'URSS en 1980, de la Chine en 2008, de la Russie en 2014, ou du Qatar prévu pour 2022... Nous refusons !

Le gouvernement soutient une « loi anti-terrorisme » qui, aux yeux d'Amnesty International, « met à mal la liberté d'expression et le droit de réunion ». Il veut légaliser l'arrestation des syndicalistes et des animateurs-trices des mouvements sociaux qui résistent ; l'interdiction même des grèves est envisagée...

170 000 agents de sécurité mobilisés dont 57 000 militaires

Amnesty International dénonce aussi « l'utilisation excessive de la force par la police lors des manifestations, l'occupation de favelas par des forces militaires et de police, un mépris total envers les droits humains lors des expulsions opérées pour les chantiers de la Coupe du monde et des J.O. ».

Pour défendre les intérêts économiques de tous les investisseurs privés qui ont misé gros sur la Coupe du monde, le gouvernement brésilien bafoue les libertés fondamentales, syndicales et politiques. Triste manière de rappeler les 50 ans de l'instauration de la dictature militaire (1964/1985) au Brésil ! Nous soutenons les organisations associatives, syndicales et politiques brésiennes qui affirment que « la Coupe ne fera pas taire les luttes ! »



Sous prétexte de Coupe du monde (et de J.O. en 2016), l'Etat brésilien généralise la militarisation du pays. Les « Unités de Police Pacificatrice » aux méthodes paramilitaires terrorisent la population des favelas.

taire le peuple !

Dépenses publiques, bénéfiques privés !

Les compétitions sportives sont depuis longtemps des machines à drainer l'argent public vers les grandes multinationales (des dizaines de milliards de bénéfiques), les mafias sportives internationales – FIFA (plus de 2 milliards de chiffre d'affaire par an) et CIO (4 à 5 milliards à chaque olympiade) – et les riches de chaque pays organisateur :

2014 : JO de Sotchi (Russie) : 36 milliards d'euros

2012 : JO de Londres (Royaume-Uni) : 12 milliards

2010 : JO de Vancouver (Canada) : 5 milliards

2010 : Coupe du monde en Afrique du Sud : 4,3 milliards de dollars de dépenses pour l'Afrique du Sud, 2 milliards de profits pour la FIFA

2004 : JO d'Athènes : 15 milliards de dépenses, qui ont contribué à l'explosion de la dette grecque

Les expulsions d'habitant-es sont une habitude, et permettent des constructions de haut standing pour les riches. Pour les JO de 2008 à Pékin, 42 milliards ont été dépensés et plus de 1,5 million de personnes ont été déplacées dans le cadre de projets de développement urbain. C'est le cas à chaque grand événement sportif.

À l'ombre des stades : les maisons closes

La Coupe du monde (comme tous les grands événements sportifs internationaux) ne profite pas qu'aux multinationales du BTP et aux partenaires commerciaux de la FIFA : à côté des stades, les réseaux mafieux organisent un autre marché très lucratif : celui de la prostitution et de la traite des femmes.



En 2010, c'est la FIFA qui a directement fait pression sur le gouvernement sud-africain pour l'obliger à libéraliser la prostitution, en prétextant que les supporters hésiteraient à venir par crainte du SIDA et que la solution allemande des maisons closes géantes permettrait de résoudre le problème. Au Brésil, même si elles sont interdites par la législation, les maisons closes annoncent d'ores et déjà leurs services sur des panneaux publicitaires, dans les journaux et sur internet.

Les réseaux mafieux se préparent aussi à organiser la prostitution infantile autour des stades dans plus d'une douzaine de villes. Or, la violence sexuelle est le type le plus fréquent d'agression contre les enfants au Brésil.

Sous la pelouse, les décombres

Les villes les plus touchées par les expulsions forcées sont Rio (50 000 personnes concernées), Fortaleza (32 000 personnes), Porte Alegre (15 000 personnes) !

Au total, plus de 170 000 familles ont été chassées de leur logement

Toutes les méthodes ont été utilisées : créer un climat de peur dans les quartiers, exercer des chantages et pressions psychologiques sur les familles pour qu'elles cèdent leur maison à des prix dérisoires, accaparement de terres, expulsions sans relogement, violences policières sur ceux et celles qui résistent, déplacement des populations dans des zones urbaines dangereuses ou isolées ! Pendant l'événement, le « nettoyage » des villes est annoncé : celui de tous les hommes et femmes qui vivent sur les trottoirs en les renvoyant à des dizaines de kilomètres. Il faut rendre la pauvreté invisible ! Le Brésil n'est pas un cas isolé. Il existe chaque fois plus d'exemples à travers le

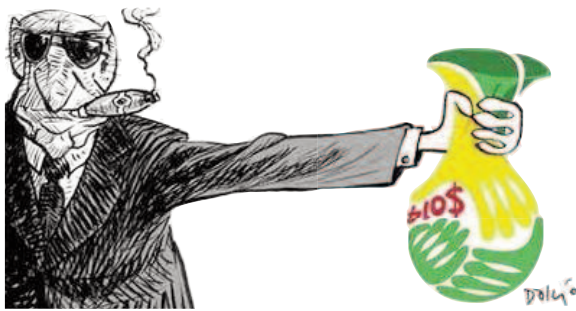
monde qui illustrent l'insécurité des habitant-es à l'occasion de ces méga-événements. Pendant ce temps, les spéculateurs réalisent des centaines de projets immobiliers et touristiques qui vont demain leur rapporter des milliards....



À qui profite la coupe ?

Pour assurer la Coupe 2014 dans 12 villes du pays, environ 10 milliards d'euros sont déjà dépensés, dont 85% proviennent des fonds publics. Ils visent à la construction de stades, d'aéroports, d'aménagements urbains...

Le gouvernement a décidé l'exonération de l'impôt sur la circulation des marchandises et des services et sur toutes les opérations concernant la construction ou le renouvellement des stades. Les exonérations fiscales sont multiples : près de 200 millions d'euros pour l'acquisition de matières premières pour la construction des stades de foot, tandis que l'industrie automobile est exonérée d'environ 9 milliards d'euros.



Le gouvernement brésilien a satisfait à toutes les exigences de la FIFA mais le Brésil n'obtiendra aucun retour financier.

Les travaux ont coûté 15 fois plus que ceux de la Coupe du Monde de 2010.

Les bénéfices engendrés par la Coupe finiront directement dans les poches des firmes multinationales partenaires de la FIFA ou sponsors de la Coupe : Coca-cola, Adidas, Hyundai-Kia Motors, Sony, McDonalds, Continental,... Décidément le mondial de 2014 est un méga-événement destiné purement aux riches !

Solidarité avec les comités populaires !

Les revendications ne sont pas inventées parce qu'il y a la Coupe du monde ! Les grèves, les manifestations, les rassemblements, les occupations et réappropriations de moyens de production, durent depuis des mois. Le peuple brésilien n'a pas à se taire pour cause de Coupe du monde ! L'urgence sociale rend indécente une telle idée. Ce texte du comité populaire synthétise l'esprit des mouvements sociaux brésiliens, incarnés par de multiples collectifs, associations, syndicats. Nous les soutenons et dénonçons l'arsenal répressif préparé par le gouvernement brésilien.

Voici les dix motifs pour lesquels nous protestons contre la coupe :

- 1) 250 000 personnes ont été ou seront expulsées de leurs logements [...].
- 2) La Coupe laissera des "éléphants blancs" : des œuvres hors de prix, gigantesques, mais sous-utilisées. [...]
- 3) A l'inverse de ce qui a été promis, une grande partie des fonds utilisés pour la construction où la restauration des stades provient des coffres publics [...].
- 4) Pour pouvoir recevoir la Coupe du monde, le Brésil a dû signer une clause qui l'engage à changer toutes les lois nécessaires afin d'être en adéquation avec les exigences de la FIFA. Ainsi, le pays a abandonné sa souveraineté pour servir une entité privée.
- 5) De véritables zones d'exclusion seront créées pendant la Coupe du monde: la FIFA sera responsable d'une zone allant jusqu'à 2 km de diamètre autour des stades, où seuls les personnels autorisés pourront exercer des activités commerciales.
- 6) Malgré les promesses qui affirmaient que la Coupe offrirait des opportunités de travail aux Brésiliens, vendeur-euse-s, marchand-e-s ambulants, petit-e-s commerçant-e-s et artistes de rue sont interdits de travailler dans les zones de la FIFA. Tout sera entre les mains de la FIFA et de ses entreprises partenaires, comme Coca Cola.
- 7) La FIFA et ses entreprises partenaires auront une exemption fiscale totale de tous les impôts brésiliens, privant ainsi les coffres publics brésiliens d'un milliard de réals (plus de 300 millions d'euros).
- 8) Pour recevoir la Coupe du monde, les gouvernements et clubs de foot ont été obligés de construire et rénover les stades afin qu'ils obéissent aux normes de qualité de la FIFA. Au premier regard, il s'agit de nouvelles positives mais en apparence seulement. En fait, il y a un effet collatéral tragique : l'élitisation des Jeux, interdits aux classes populaires, qui ne peuvent payer les billets d'entrée, ni acheter dans les magasins installés dans les stades.
- 9) Au nom de la Coupe du monde, l'État brésilien a étendu son appareil répressif : en plus d'avoir dilapidé des milliards de réals en armement et nouvelles unités policières, de nouvelles lois ont été promulguées pour réprimer les manifestants.
- 10) Le Ministère de la Défense a publié un document, intitulé «Garantie de la loi et de l'Ordre», dans lequel les mouvements sociaux et toute personne ou organisation qui entrave une voie d'accès (même pacifiquement) sont classifiés comme « forces d'opposition provoquant des actions violentes ». Ainsi, le gouvernement autorise les forces armées à agir contre eux.